

COMMUNIQUE DE PRESSE

Conseil d'Administration de France Télévisions L'élue CGT ne siègera pas en présence de M. Boutonnat

Dominique Boutonnat, actuel Président du Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC), reconduit par Emmanuel Macron en juillet dernier dans ses fonctions, est aujourd'hui renvoyé devant le Tribunal Correctionnel pour agression sexuelle sur son filleul.

La Fédération CGT du Spectacle, et ses syndicats dont la CGT de France Télévisions, avait déjà réagi le 4 octobre dernier. Aujourd'hui, M. Boutonnat s'apprête à prendre ses fonctions d'administrateur de France Télévisions. Karine Baste, élue administratrice CGT au Conseil d'Administration, a tenu à faire connaître sa position.

« Journaliste, représentante du personnel au Conseil d'Administration de France Télévisions, mère de famille, je suis une citoyenne française profondément attachée au respect.

Respect de la loi, respect de l'être humain et donc naturellement de M. Boutonnat. Le président du CNC accusé d'agression sexuelle est renvoyé en correctionnelle, et la présomption d'innocence doit rester un principe fondamental de notre République.

Toutefois, et puisque mon engagement professionnel s'inscrit dans la logique des valeurs qui m'animent, je ne siégerai pas au Conseil d'Administration ce jeudi 20 octobre 2022.

Car M. Boutonnat s'est lui aussi engagé.

Engagement professionnel, à la tête d'un secteur largement fragilisé par la crise sanitaire, et secoué comme beaucoup d'autres par le contexte actuel de libération de la parole. Secteur auquel il ne peut apporter sérénité et apaisement, étant lui-même mis en examen pour agression sexuelle.

Engagement personnel et moral en acceptant d'être le parrain de l'auteur des accusations qui le visent. Une personne qu'il s'est engagée à protéger et à accompagner dans la vie.

Le président du CNC, s'il conteste toute agression sexuelle, reconnaît des baisers et s'être couché nu auprès de son filleul dont il connaissait l'inexpérience sexuelle. Ce qui va à l'encontre de son engagement, bien que moral.

Par ma démarche, j'entends donc rester fidèle aux valeurs de la CGT, de mon entreprise. Fidèle à mes valeurs. »

Karine Baste

La CGT de France Télévisions, qui lutte contre les violences et les harcèlements sexistes et sexuels, apporte tout son soutien à cette position publique courageuse de Karine Baste.

Paris, le 20 octobre 2022